



info@haitijemengage.com
20, Rue Babiole 7, P-au-P, Haïti
Bureau: +509 3457 0964

SI LE SUPPORT POPULAIRE EST NECESSAIRE A LA REUSSITE D'UNE CAUSE, SON INSPIRATION AUTANT QUE SA CONDUITE DOIVENT ETRE ELITAIRES

Port-au-Prince, le 21 février 2021

RENOUVELLEMENT DE L'APPEL AU SACRIFICE CITOYEN

Chers Compatriotes,

- Alarmés par la quantité d'armes de guerre en circulation dans le pays et à la portée du simple citoyen;
- Irrités par l'outrecuidance des chefs de gang sur les réseaux sociaux et dans les médias et par l'amalgame des appels intempestifs à manifestations de tous bords ;
- Face à l'augmentation croissante de jeunes adolescents en errance sociale recrutés par les gangs et devant la situation de désespoir ponctuée de violences qui endeuillent quotidiennement la population,

Nous exprimons ici notre frustration et notre ras-le-bol collectifs face à l'incapacité de nos élites intellectuelles, économiques et politiques à dépasser leur ego pour trouver un compromis qui apporterait un répit au calvaire de la population qu'elles déclarent défendre et servir.

Si déjà l'éventualité d'un vide institutionnel nous effraie, la perspective de laisser le soin de combler ce vide à des acteurs qui ne doivent leur popularité qu'à leur capacité à créer le désordre, est encore plus insupportable.

Cet Appel au Sacrifice Citoyen est le fruit d'une réflexion qui anticipe l'après du mandat du Président de la République comme une ère propice pour démarrer la construction citoyenne d'une Elite de pouvoir Transgénérationnelle. Aux fins de sauvegarde des intérêts républicains, cet appel entend jeter un pont entre cette conjoncture et l'après-Jovenel Moïse et vise à constituer

www.haitijemengage.com

Phones : (509) 3702-4752 / 3702-4919 / 4496-2566

une groupe d'hommes et femmes, crédibles et connus pour leur rectitude, au soutien d'une demande non partisane, résumant le flot continue de propositions, souvent antagoniques, qui épuisent le peu de disposition au compromis qui nous reste après trois années consécutives de tentatives de négociations infructueuses.

A l'effet de trouver ce compromis pour lequel les protagonistes semblent associer la moindre concession au risque de perdre la face, il nous a paru opportun, même si l'initiative semble tardive, d'adopter cette approche citoyenne d'équilibre constructif pour inviter le Protagoniste en chef de la crise, en l'occurrence le Président de la République, à s'élever à la hauteur de sa mission d'homme d'Etat pour accepter de faire les concessions suivantes :

1. Reconnaître, par un acte formel qu'en l'absence d'une Instance Juridictionnelle Constitutionnelle pour trancher entre le 7 février 2021 et le 7 février 2022 comme terme de son mandat présidentiel, la nécessité d'un **accord politique entre l'Etat (exécutif-législatif-judiciaire), l'opposition, la société civile et le secteur des affaires pour une stabilité politique du pays** jusqu'au 7 février 2022 et s'y engager personnellement.

Conséquemment et sans remettre totalement en cause les avancées de l'Exécutif sur les grands enjeux immédiats, savoir : la réforme constitutionnelle, la formation du conseil électoral, la tenue des prochaines élections

2. **Constituer dans le meilleur délai une assemblée parlementaire d'exception d'au moins trente membres de la société civile**, inclus les 10 sénateurs actuels, pour le contrôle de l'action gouvernementale et la révision des décrets dénoncés par la population
3. **Elargir le comité consultatif sur la Constitution à une douzaine de membres de la société civile** pour légitimer le recours à la consultation populaire
4. **Remanier la composition du Conseil électoral avec des représentants de partis politiques** ayant au moins 5 ans de fonctionnement
5. **Opérer un profond remaniement ministériel du gouvernement avec des membres issus de la société civile** garantissant la bonne exécution des termes de l'accord, la mission principale du gouvernement ainsi remanié demeure **l'organisation des élections générales.**

Nous en appelons directement au support intelligent de la société civile et du secteur des affaires et apportons la garantie que les membres de la société civile participant dans la mise en œuvre des points ci-dessus s'abstiendront de prendre part aux prochaines élections

Sans écarter le rôle accessoire des autres protagonistes, nous reconnaissons qu'en raison de sa mission constitutionnelle de Premier Mandataire de l'Etat (art. 136 Const. 1987), le Président de la République porte l'entière responsabilité de la crise et il ne peut évoquer aucun prétexte pour s'en affranchir. Il gagnerait donc à montrer la mesure et la bonne foi de ses réitératives invitations au dialogue pour son héritage politique, certes, mais surtout ***pour épargner au pays et à son éventuel successeur le cycle vicieux de notre célèbre trilogie d'instabilité : CEP ILLEGAL – ELECTIONS CONTESTEES – MANIFESTATIONS RACHE MANYOK.***

NOUS EN AVONS ASSEZ !

La société civile prendrait acte de la décision contraire avec les conséquences de fait.

Même dans le chaos comme constante de notre fonctionnement quotidien, le symbolisme de cet exercice devrait apporter un soulagement collectif et permettre à chaque citoyen de regarder la société à travers un prisme de sérénité; il devrait également fournir à la classe politique, opposition et pouvoir exécutif réunis, le prétexte idéal au dépassement qui sied à leur stature d'homme politique.

Nous avons pris note des très nombreuses et encourageantes réactions à notre appel. Nous remercions ici tous ceux et celles qui nous ont répondu ou qui ont confirmé leur disponibilité, le suivi est déjà mis en branle. Cependant, l'objectif fixé est une masse critique de trois millions de ressources humaines qualifiées pour matérialiser notre Vision de construire cette Elite de Pouvoir Economique et Politique Transgénérationnelle.

MOI-JE-MENGAGE I... & VOUS ?